

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE
DES ASSOCIATIONS PATRONALES, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTROLE, DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE
ET DE LA FIDUCIAIRE HORLOGÈRE (FIDHOR)



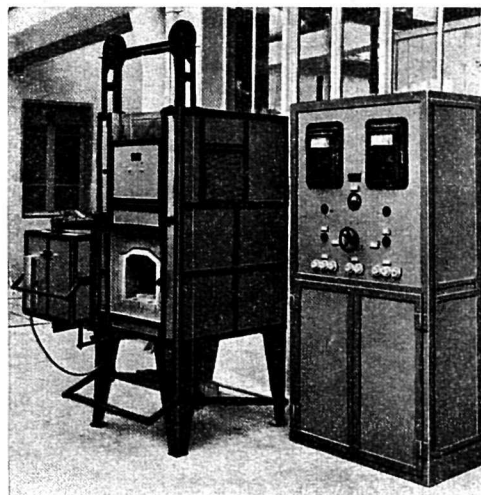
Monsieur Lapive cherche un métier



**Appel du printemps...
Après le lyrisme, le réalisme...**

MONNIER-RADIUM, LA CHAUX-DE-FONDS

BOREL S. A. PESEUX
(NEUCHÂTEL)



Fours électriques industriels

pour tous traitements thermiques

Pyromètres de haute précision

27 années d'expérience dans la construction du four électrique

FOIRE DE BALE

HALLE VI - STAND 1538

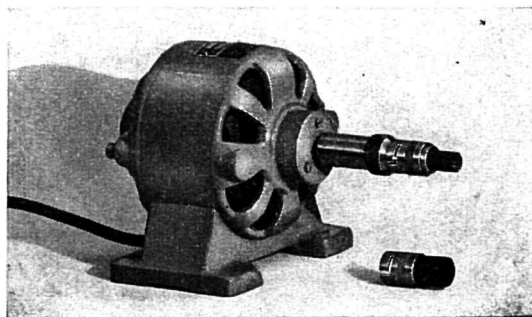
Fournitures industrielles

ANCIENNE MAISON

SANDOZ FILS & C^o S. A.

LA CHAUX-DE-FONDS

indispensable dans chaque fabrique d'horlogerie



Fr. 170.-

Machine électrique idéale à remonter les
montres, réglable, 2 tasseaux interchangeables.

Fabrique de Ressorts

RESIST
S.A.



NEUCHÂTEL
SUISSE

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Six mois
Suisse Fr. 22.- Fr. 11.-
Compte de chèques postaux IVb 426

Régie des annonces:
PUBLICITAS S.A., NEUCHÂTEL
Téléphone 5.42.25

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: LA CHAUX-DE-FONDS, RUE LÉOPOLD-ROBERT 46, TÉLÉPHONE 2.24.49

Organisation du monde et des affaires

LA DÉNONCIATION DU PACTE RUSSO-JAPONAIS

Le gouvernement de Moscou vient de dénoncer le Pacte de neutralité qui le liait au Japon. Simultanément, ce pays-ci remplace son équipe ministérielle. Quelle corrélation peut-on établir entre ces faits? Quelle est leur signification, dans le cadre de l'organisation du monde?

De tous temps, il y eut compétition, en Extrême-Orient, entre Russes et Nippons. Depuis que ceux-ci dirigent la Grande-Asie, les dimensions territoriales des deux Puissances rivales sont égales, comme leur importance démographique. Aptitudes naturelles, situation géographique, évolution économique, mentalité même, malgré les idéologies en apparences contraires, pourraient être considérées, par des peuples épris de paix comme autant de compléments invitant à la collaboration. L'interprétation actuelle vise, au contraire, à l'exclusivisme. C'est d'autant plus grave que les deux Etats ont frontière commune, sur des milliers de kilomètres, et même marché: la Chine.

Le Pacte ne solutionnait pas la question. Il établissait une position d'attente. D'attente des événements qui évoluent, aujourd'hui, dans le sens de la double défaite allemande et japonaise.

L'U.R.S.S. s'en est rendu compte, il y a longtemps. Elle rendit plus dures déjà les conditions de l'Accord sur la pêche, vital pour le Japon. En novembre dernier,

Staline dénonçait le Japon « Etat agresseur ». Le 5 avril écoulé, Molotov usait du droit de dénonciation du pacte quinquennal, un an avant l'expiration de celui-ci. Il déclare que le pacte ne prévoyait pas l'agression de l'Allemagne, dont le Japon est l'allié, ni l'agression de celui-ci contre les Alliés de l'U.R.S.S. La Russie devient non-belligérante.

Brusquement, la Russie mène une campagne de presse. Les « Isvetia » ressortent les griefs de 1918 à 1922: le débarquement japonais de Vladivostok, l'occupation de Sakhaline septentrionale, les violations de frontière de la République populaire mongole. Les Soviétiques semblent vouloir effacer jusqu'à la défaite des tsars, en 1904. Ils parlent de Port-Arthur, « terre sainte »!

En réalité, le pacte n'a plus sa raison d'être pour la Russie. Celle-ci ne craint pas, maintenant, un second front. Elle n'arbitre plus le conflit des peuples jaunes. Le moyen de pression sur ses Alliés devient moins intéressant pour elle que le partage des dépouilles de l'Empire japonais. Elle aura plus de poids à San Francisco, « conférence du Pacifique », tenue le jour même, 25 avril, de la ratification du pacte.

Le rétablissement de l'Empire des tsars, ou même son extension, permettra de mieux couvrir le régime pendant la reconstruction. Il accroîtra son prestige auprès des Nations-Unies, sans lui faire courir beaucoup de risques du côté du Japon.

Au contraire, celui-ci voyait dans le pacte un bénéfice considérable. Il lui permettait de gagner du temps: après la victoire, on verrait à régler les comptes. Si c'était la défaite, peut-être la Russie se serait-elle faite l'avocat des Nippons auprès des Alliés?

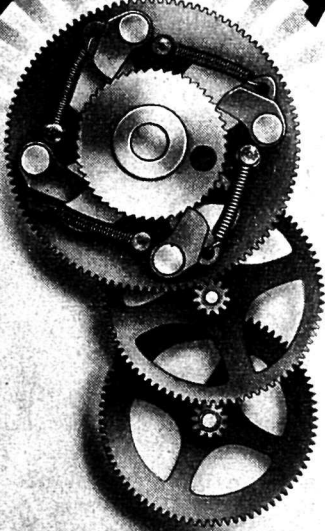
Ils y mettaient le prix: aucune protestation contre le discours de Staline, ni contre les conditions de l'Accord sur la pêche; renonciation aux propriétés à fermes, charbonnages et champs pétrolifères, dans le nord de Sakhaline. Pour maintenir l'Union soviétique hors de la guerre, ils seraient prêts, en outre, à rendre le chemin de fer oriental chinois, le sud de Sakhaline, peut-être Port-Arthur!

Tenant compte de la situation nouvelle, le ministère du général Koisi est remplacé par celui de l'amiral Suzuki. Quelle en sera la politique intérieure? La Flotte et la Cour restent passives. Les milieux économiques sont

Sommaire

	Pages
ORGANISATION DU MONDE ET DES AFFAIRES	
La dénonciation du pacte russo-japonais, par Ch. B.	117
POLITIQUE COMMERCIALE FUTURE	
Nos rapports avec l'Allemagne	120
TRANSPORTS DE DEMAIN	121
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES	123
L'OUVERTURE DE LA 29 th FOIRE SUISSE D'ÉCHANTILLONS	124
LES REPRÉSENTATIONS ÉCONOMIQUES DE LA SUISSE A L'ÉTRANGER	125
LE RÉGIME DES ALLOCATIONS POUR PERTE DE SALAIRE, modifications	126 - 127 - 128
DIVERS	129 - 130

L'AZUREA



PIGNONS ET ROUES
en tous genres

CÉLESTIN KONRAD
MOUTIER (SUISSE)

FOIRE DE BALE
HALLE III - STAND 739



Meubles NUSSLÉ-PROFIL
Pat. ⌘ 209.614
à tiroirs
interchangeables

NOUVEAUTÉ:
Echelles roulantes
Brevetées ⌘

Balances automatiques
« Tell - Zénith »

NUSSLÉ LA CHAUX-DE-FONDS

Installations de magasins et entrepôts

Maison fondée en 1844

Abonnez-vous à la

**FÉDÉRATION HORLOGÈRE
SUISSE**

Journal hebdomadaire du plus haut intérêt



IMPRIMÉS EN RELIEF

ENTÊTES DE LETTRES
CARTES COMMERCIALES • CARTES DE VISITE GRAVÉES

SPECIALITÉ:
ENTÊTES ET ACTURES SUR PAPIERS AVION POUR
LE COURRIER OUIRE-MER ET LA POSTE AÉRIENNE

ÉTIQUETTES POUR L'HORLOGERIE ET LA RÉCLAME
SACHETS POUR MONTRES, EN QUATE CELLULOSE

IMPRESSION RELIEF SA LAUSANNE
TÉLÉPHONE 3.82.38 • 2, CHEMIN DES AUBÉPINES

En notre qualité de banque commerciale et grâce à une organisation toute particulière, nous sommes à même de vous renseigner judicieusement sur les multiples prescriptions, conventions et stipulations concernant le trafic des paiements internationaux. Nos services spécialisés et bien documentés se feront un plaisir de vous conseiller.

Achat et vente de métaux précieux
Titulaire de la patente commerciale

BANQUE CANTONALE DE BERNE

Succursales de la région horlogère:
BIENNE SAINT-IMIER PORRENTUY MOUTIER
DELÉMONT TRAMELAN

mécontents qui préconisaient, avant la guerre, l'appel au capital américain pour la mise en valeur de la Mandchourie et la Chine septentrionale. Les Gauches, mal organisés encore, se tournent lentement vers le communiste Oakno, inspiré par Moscou. Mais l'Armée, autoritaire et nationaliste, veille, singulièrement le Groupe des officiers, peu nombreux, mais régnant par la terreur, l'attentat politique. Le 30 mars dernier, il a créé l'Union politique du Grand-Japon, sous la direction du général Minami, qui s'est distingué en 1931, lors de l'« affaire de Moukden ». Ces Japonais-là n'entendent pas capituler.

Que pensent les Anglo-Saxons ? L'intervention russe doit leur paraître tardive. Toutefois, elle consolide le Bloc : il en a besoin. La guerre en Extrême-Orient sera

plus vite terminée. La conférence de San Francisco évite un échec.

On se préoccupe peu de la Chine. Aussi étrange que cela paraisse, elle est pessimiste. Elle ne voit pas de bon œil l'U. R. S. S. participer au tracé des frontières en Asie orientale. Elle voudrait restaurer son autorité en Mandchourie et en Mongolie, Tchiang-Kaï-Chek n'en a-t-il pas obtenu la promesse à la conférence du Caire, en 1943 ?

Aux antipodes, deux impérialismes se rencontrent. La politique opportuniste de l'U. R. S. S. et du Japon fait fi du bien-être des peuples de l'Extrême-Orient. La paix n'y sera restaurée que dans le rétablissement de la Chine, la rééducation du peuple japonais et la libération de toute l'Asie extrême-orientale.

Ch. B.

Relations économiques entravées

L'évolution politique et militaire a eu pour résultat que nos relations économiques avec un certain nombre de pays se heurtent depuis quelque temps à des difficultés croissantes. Dans son dernier rapport sur les mesures de défense économique contre l'étranger, le Conseil fédéral relève entre autres que les pourparlers avec la Slovaquie, qui avaient été ajournés en automne 1944, ne peuvent être repris par suite des événements politiques survenus dans ce pays. Malgré le changement de situation, les importations se maintinrent à un niveau assez élevé jusqu'à la fin de septembre, et nous pûmes introduire encore d'assez grandes quantités de marchandises utiles à notre approvisionnement (sucre, sirop de sucre, malt, etc.). A partir du mois d'octobre, le trafic se heurta à bien des difficultés, notamment en ce qui concerne le transport.

Les événements politiques de Hongrie ont fait sentir encore davantage leurs effets sur nos échanges commerciaux avec ce pays. Par suite des difficultés qui ont surgi dans tous les domaines et de l'incertitude de la situation, la conclusion de nouvelles affaires devint de plus en plus difficile. La question des transports constitua souvent un obstacle infranchissable. Aussi le niveau des importations et celui des exportations diminuèrent-ils considérablement ces derniers mois. En revanche, le service des paiements s'effectua encore d'une façon relativement satisfaisante. Une grande partie des créances arriérées purent être rapatriées. L'évolution de la situation militaire dans le sud-est de l'Europe a engendré de nouvelles difficultés dans le trafic commercial entre la Suisse et la Roumanie, qui est même complètement paralysé depuis quelque temps. D'importants lots de marchandises qui étaient destinés à notre pays n'ont pu quitter la Roumanie ou parvenir en Suisse par suite des événements de guerre.

Les affaires de compensation envisagées lors des pourparlers avec la Croatie ne purent être exécutées,

les transports étant paralysés dans les Balkans. Les importations croates sont interrompues depuis quelques mois. Après le prochain épuisement des fonds de clearing, les exportations à destination de ce pays seront donc complètement suspendues. Il en est de même en ce qui concerne nos affaires avec la Bulgarie, où les difficultés de transport sont tout aussi grandes. Nos échanges commerciaux avec la Turquie ont également souffert de cet état de choses. Le Conseil fédéral voue donc toute son attention au rétablissement de nos relations commerciales avec ce pays en utilisant la voie maritime. Le transport de nos marchandises d'exportation et des produits turcs de compensation à travers la Méditerranée n'est pas encore possible. Les nombreux problèmes qui restent à résoudre font l'objet de négociations avec les pays tiers contrôlant les routes praticables pour le transport dont il s'agit.

Douanes

ALGÉRIE

RÉGIME DOUANIER ET FISCAL DES IMPORTATIONS

Un décret du 29 mars 1945, paru dans le « Journal officiel de la République française » du 30 du même mois, rend applicable aux marchandises importées en Algérie les dispositions de l'ordonnance du 8 juillet 1944 qui a suspendu, à titre exceptionnel, les droits de douane applicables aux produits importés en France métropolitaine. Il est précisé par ailleurs que les arrêtés du ministère français des finances pris en exécution de cette ordonnance, rétablissant ou modifiant les droits de douane sur certaines catégories de marchandises, sont de plein droit applicables en Algérie.

Politique commerciale future

NOS RAPPORTS AVEC L'ALLEMAGNE

La Suisse, plus peut-être que d'autres Etats, se trouve placée devant la réorientation de son commerce extérieur. Il s'agit moins pour elle d'une modification de sa politique que de s'adapter à une évolution organique.

La constatation est particulièrement valable en ce qui concerne ses relations commerciales avec l'Allemagne. Mais, il va sans dire que les principes qui la guident en cette occurrence et les dispositions qu'elle prendra se retrouveront identiques pour ce qui a trait à d'autres pays.

A l'heure présente, le monde assiste à l'effondrement du commerce allemand. Nos voisins du nord, tout à une guerre désespérée, ne peuvent en aucune façon se préoccuper de leur économie ou de l'économie internationale. Ils soutiennent un combat à la vie ou à la mort et n'ont même plus la possibilité de songer à des échanges quelconques. Qu'en sera-t-il de leur commerce extérieur, dans un proche avenir, c'est ce qu'on ne saurait dire, tant les opinions diffèrent à ce sujet.

Etant donné la contraction de son trafic avec l'Allemagne, la Suisse a dû, de son propre chef, adopter le principe de l'équivalence, ce qui l'a conduite à réduire à presque rien les échanges directs, puis le transit par le Gothard, l'exportation d'électricité outre-Rhin, enfin, à bloquer les avoirs allemands, vu l'impossibilité momentanée de transferts d'intérêts.

Il est heureux que cette politique ait coïncidé avec les desiderata des Alliés. De cette manière, nous n'avons pas eu à nous départir de notre attitude de neutralité et avons conservé notre liberté de mouvement.

Toutefois, à la longue, c'est-à-dire dans l'après-guerre, la carence du commerce allemand, qui fut toujours important pour la Suisse, conduirait à des troubles fâcheux pour notre production, notre ravitaillement et aussi le niveau de l'emploi. La situation présente administre de façon lumineuse la preuve des difficultés qui résultent, par exemple, du manque de charbon et de fer et nous ne savons vraiment pas comment nous pourrions remplacer l'Allemagne, ne disons pas du jour au lendemain, mais bien d'un mois ou d'une année à l'autre. On a pu constater, à Berne, que les Alliés se trouvaient dans l'incapacité de nous apporter des compensations suffisantes dans des délais utiles et nous ne sommes pas sûrs qu'au rétablissement de la paix, les conditions à cet égard se transformeront considérablement.

Ceci pour cette raison que, sinon dans le domaine des matières premières, du moins dans celui des produits fabriqués, les échanges germano-suisses s'effectuent sur la base de productions assez spécialisées. Nous ne voulons pas dire que l'Allemagne produit certains articles pour nous seuls et, vice-versa, que nous lui en fournissons d'autres dans les mêmes conditions, toujours

est-il que nombre d'activités, en Suisse alémanique en particulier, sont orientées, très particulièrement, sur le commerce avec l'Allemagne.

La nécessité de ces relations éclate dans les rapports réciproques d'avant guerre. Laissons de côté l'exercice 1939, déjà influencé par les hostilités, et rabattons-nous sur l'année qui l'a précédé: elle représente, tant bien que mal, la situation normale. En 1938, l'importation allemande en Suisse dépassait 23 %, presque un quart des importations totales de notre pays. Et notre exportation en Allemagne faisait presque 16 %, pas bien loin d'un cinquième de notre exportation totale. Plus de la moitié de l'exportation allemande qui nous était destinée était composée de charbon, d'acier, de produits chimiques et de machines. Il y a mieux que cela: 57 % des articles en argile et en verre que nous importions provenait de notre partenaire du Nord, 56 en ce qui concerne le fer et l'acier, 54 pour le papier, 52 pour le charbon et les machines. Quant à notre exportation en Allemagne, elle était surtout constituée par des cotonnades, des machines, des montres, etc. De même, certaines de nos marchandises prenaient très exclusivement le chemin du nord: les fruits (78 % de notre exportation), les filés de coton (52), les livres et revues (48), etc.

Quelle que soit la position future de l'Allemagne, nous nous retrouverons, un jour ou l'autre, dans l'obligation de reprendre les relations avec elle. Le principe du commerce germano-suisse n'a pas été contesté par les délégations alliées réunies à Berne. Si l'Etat, qui vient d'exclure les importations allemandes de l'assurance sur le risque de guerre, semble se désintéresser de celles-ci, il se trouvera toujours des importateurs ou exportateurs suisses qui, de leur propre initiative, voudront reprendre des opérations commerciales avec l'Allemagne. Sans doute, le Reich sera-t-il occupé militairement. Il se sera rallié à un nouvel ordre politique, son commerce extérieur sera surveillé: ceci n'empêchera pas le nouvel Etat, déjà dans l'intérêt des Alliés, de reprendre sa fonction dans le commerce européen et intercontinental. D'autre part, la reprise allemande se heurtera à de nombreux obstacles, plus concrets: les destructions appliquées à l'appareil de production, le manque d'ouvriers spécialisés, la transformation imposée par les Alliés dans certaines activités, la modification de l'orientation des clients et fournisseurs.

Néanmoins, et l'expérience l'a toujours démontré, un Etat, même effondré, se relève inévitablement de ses ruines. Il existera de nombreuses possibilités de reprendre les relations avec l'Allemagne, ne serait-ce que dans le seul intérêt de l'économie suisse et, tout particulièrement, de la rentrée des créances que nous avons accumulées au clearing.

Y.

Transports de demain

CONVENTIONS AÉRONAUTIQUES ET POLITIQUE SUISSE

Convention de Chicago

(by) Le gouvernement britannique a signé l'« Accord concernant le transit international aérien ». Cet accord donne aux co-signataires le droit de survoler leurs territoires respectifs, en outre celui d'atterrir, pour des raisons non commerciales. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'aviation, Lennox Boyd, qui communiqua la décision à la Chambre des Communes, ajouta que, jusqu'ici, trente-deux pays, au total, avaient souscrit au même engagement. D'autres adhésions sont attendues.

Le gouvernement britannique a également signé l'accord provisoire traitant de l'établissement d'une « Organisation internationale provisoire pour l'aviation civile ». Il reste, pour toutes ces questions, en contact permanent avec les Dominions. De même, il est en pourparlers avec d'autres gouvernements, dans le but d'organiser des services en commun.

Les arrangements provisoires pris, en novembre dernier, par la conférence aéronautique de Chicago sur la réglementation de la navigation aérienne civile internationale ont été acceptés le 8 février par le Département d'Etat américain.

L'ambassadeur canadien aux Etats-Unis, Pearson, a, lui aussi, signé le 10 février, l'Accord sur les transports en transit, annexe à la Convention de Chicago. Seuls parmi les autres nations, les Pays-Bas avaient précédé le Canada, le 11 janvier, la Norvège, le 30, les Etats-Unis, comme on vient de le voir, le 8 février.

Réunion de Paris

On annonce de source officielle que le « Comité international pour l'aéronautique » a tenu, au début de mars, une réunion à Paris. On n'en connaît pas encore le résultat.

Réunion de Londres

En même temps, ont eu lieu à Londres, entre experts des gouvernements américain et britannique, des échanges de vues se rapportant aux « questions techniques » de l'aéronautique et, particulièrement, aux exigences minima à formuler à l'égard des appareils qui circuleront dans la navigation aérienne internationale. Ce dernier problème a conduit, à la conférence de Chicago, à certaines ententes provisoires, dont les développements ont été examinés dans les conversations de Londres.

Conférence internationale de la Havane

L'« Association des transports aériens d'Amérique », qui représentent les entreprises de transport aérien des

Etats-Unis, communique, le 1^{er} avril, que les représentants de dix-sept lignes américaines et de vingt entreprises aéronautiques étrangères ont accepté les invitations qui leur étaient adressées de participer à la première réunion de la « Conférence internationale des entreprises de transports aériens » qui s'ouvrira, le 16 avril, à la Havane (Cuba). L'organisation a pour objectif d'encourager la circulation aérienne internationale « dans l'intérêt des peuples du monde entier ».

On signale l'arrivée, le 11 avril à la Havane, des représentants des compagnies de navigation aérienne de vingt-six Etats. Ils doivent participer à la Conférence aérienne internationale qui aura lieu du 16 au 21 avril. Cette conférence, fixée lors du Congrès international de Chicago, sera consacrée à l'organisation du trafic aérien entre Etats, dans l'après-guerre. Parmi les délégués qui participeront à cette rencontre figurent les représentants des British Airways et des compagnies norvégienne, hollandaise et suédoise.

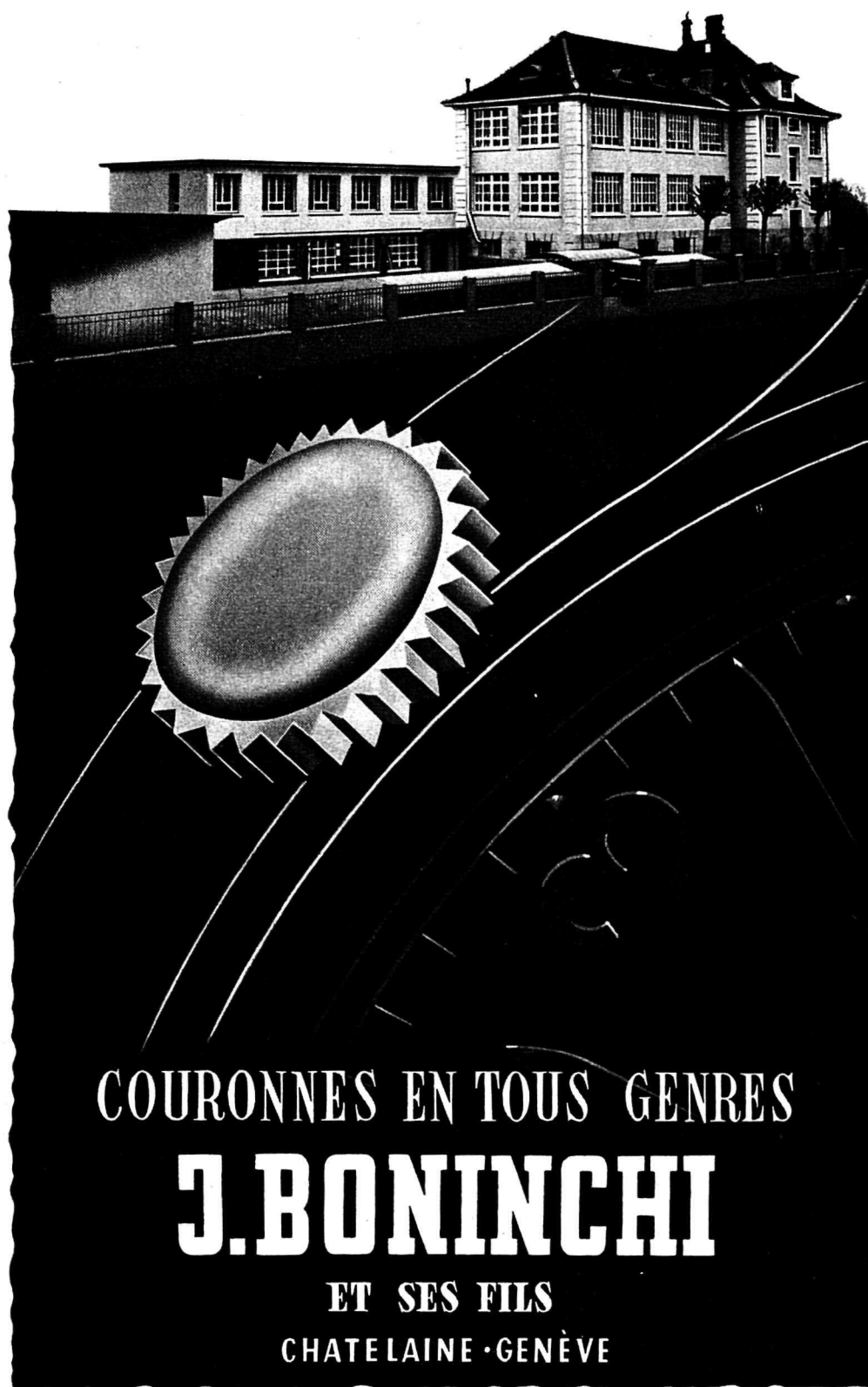
Politique aéronautique suisse

Le Conseil fédéral a soumis aux Chambres deux messages concernant le trafic futur aérien. L'un règle la participation financière de la Confédération à la création ou à la transformation d'aérodromes civils. Le deuxième contient le projet d'une « législation fédérale sur les transports aériens ». Il pose ainsi le fondement juridique sur lequel se développera ce genre de transport, après la guerre. Le gouvernement est décidé à prendre les mesures indispensables pour assurer, en tout temps, à la Suisse, l'accession au réseau international aéronautique.

Dans le public, on a émis quelques craintes à ce propos. D'aucuns, en effet, ont estimé que la Suisse avait manqué l'occasion à cet égard. Les propositions du Conseil fédéral prouvent qu'il n'en est rien. Au reste, la « Swiss Air », l'entreprise de navigation aérienne nationale, possède un matériel bien entretenu et un personnel qualifié prêt à reprendre les services dès que les circonstances le permettront. La mise au point n'a pas eu lieu dans le fracas des informations sensationnelles, mais en silence et la Suisse a tiré profit des expériences de la guerre.

Ce qui a alimenté peut-être un certain scepticisme quant à la situation future de la Suisse en matière d'aéronautique, c'est la politique adoptée par le pays à la conférence internationale de Chicago. On a reproché à nos autorités de ne pas avoir souscrit à la « liberté de l'air illimitée ». La Suède, dit-on, a signé tous les documents de la conférence, s'assurant la bienveillance des Etats-Unis.

Nous verrons, dans une prochaine chronique, les raisons de notre attitude.



COURONNES EN TOUS GENRES

J. BONINCHI

ET SES FILS

CHATELAINE · GENÈVE

Perspectives économiques

TRANSPORTS AMÉRICAINS

La situation des transports est toujours considérée comme l'un des indices principaux de la situation générale. De l'état des chemins de fer et de la marine marchande américaine, en particulier, on peut en inférer ce qu'il faut penser des conditions présentes de l'industrie, d'une part, du commerce, de l'autre.

La mise en train progressive, aux Etats-Unis, d'un vaste programme d'économie de guerre, qui comportait notamment la construction de nouvelles usines, l'accumulation de stocks de marchandises et l'intensification de l'extraction des produits du sous-sol, a été spécialement favorable aux compagnies de chemins de fer.

Celles d'entre elles qui se trouvaient, avant l'entrée en guerre du pays, dans une situation financière saine, qui leur permettait aussi bien de payer régulièrement les intérêts de leur dette obligataire que d'assurer un revenu normal à leur capital-actions, ont encore pu rendre meilleure cette situation.

Mais, l'amélioration a été beaucoup plus sensible pour les entreprises se trouvant dans une position financière délicate, dont les effets se traduisaient souvent par une carence complète du paiement de leurs intérêts. L'accroissement du trafic, l'élévation des tarifs de transport voyageurs et marchandises a permis à certaines compagnies, dont la situation était voisine de la banqueroute, d'opérer un redressement radical dont bénéficièrent, au premier chef, les créanciers obligataires.

Exemple frappant, celui de la « Baltimore and Ohio Railroad » qui, grâce à l'amélioration de ses recettes, a été en mesure de rembourser plus de 100 millions de dollars nominal de sa dette obligataire, ce qui a permis une économie d'intérêts de 5 1/2 millions.

Le nouveau président du « New York Central », Gustav Metzmann, est persuadé que les chemins de fer américains, après la guerre, pourront, pour le moins, conserver intégralement leur volume de transports en ce qui concerne les marchandises. Parmi les mesures qui doivent conduire à ce résultat, on signale, dès maintenant, des plans détaillés pour desservir les nombreuses fabriques qui, ces dernières années, se sont établies dans la zone d'influence de la voie ferrée, mais non pas à proximité immédiate des stations. En revanche, on n'est pas encore au clair au sujet d'une diminution radicale du taux des frêts.

On voudrait accorder au transport des personnes des avantages particuliers. C'est qu'on s'attend à une très forte concurrence de l'automobile et de l'avion. On estime que seule une augmentation de confort pourra permettre d'y résister. Aussi, les compagnies s'adressent-elles en particulier à l'entreprise Pullman, laquelle leur a fait déjà des offres pour qu'immédiatement à la conclusion de la paix, on puisse lancer ses nouveaux modèles. Il s'agit de wagons-restaurants d'un type tout spécial, de wagons-lits à compartiments individuels,

selon le modèle européen, de cabines téléphoniques pouvant fonctionner entre les différentes voitures des trains.

Du côté voyageurs aussi, on examine très attentivement la question des tarifs. On croit qu'il faut compter, dès aujourd'hui, avec une sensible réduction du prix des billets, ainsi qu'avec une augmentation notable des trains figurant à l'horaire. Comme on sait qu'il a fallu faire droit aux exigences des cheminots, il va de soi que ces réalisations-là n'iront pas sans atteindre, en partie, la rentabilité des compagnies.

Les services maritimes, d'autre part, ne sont pas négligés. Mais, il faudra, en premier lieu, établir un programme de construction navale, car il apparaît, chaque jour plus nettement, que les navires livrés pendant les hostilités ne s'accommoderont pas des transports du temps de paix.

La « Maritime Commission » estime, dans le rapport qu'elle adresse au Congrès, que la construction de bâtiments, d'une valeur totale d'un milliard de dollars, est absolument indispensable pour répondre aux nécessités du commerce, à la fin du conflit. Il est vrai qu'une somme pareille ne peut pas être fournie sur un seul budget. Aussi, provisoirement, la moitié seulement du montant précité sera mis à la disposition de la Commission. En outre, il sera porté, pour une part, sur l'exercice fiscal actuel, pour une autre, sur le budget 1947.

Fait à souligner, la Commission préconise la construction d'une flotte de commerce qui doit rendre les Etats-Unis complètement indépendants, pour leurs exportations et leurs importations, des services sous pavillon étranger.

Ces moyens de communication sont devenus indispensables puisque, au travers de la guerre, les Etats-Unis sont arrivés au rang de premier exportateur dans le monde. Si cette massive expansion du commerce extérieur a été provoquée par la mise en marche de la « Loi Prêt-et-Bail » pour la fourniture d'armes aux Nations-Unies, il faut reconnaître aussi que la richesse naturelle inépuisable du pays, de même que son équipement industriel, considérablement renforcé ces dernières années, favorisent grandement cet accroissement des ventes à l'étranger.

Economiquement parlant, la guerre aura été une opération qui a valu au pays un stimulant de son activité industrielle, qui lui aura permis la résorption de son chômage et dont les effets, dans l'idée des Américains, ne doivent pas être supprimés par une sorte de retour à un « statu quo ante ».

Comment le gouvernement maintiendra-t-il ce degré élevé d'occupations de l'économie nationale, après la guerre, c'est ce qu'il faudra, en dernier lieu, examiner.

cb

L'ouverture de la 29^{me} Foire suisse d'Echantillons

Les journalistes accourus de tous les coins du pays pour assister samedi matin 14 avril à l'ouverture de la 29^{me} Foire suisse d'Echantillons ont admiré avant leur arrivée dans la grande cité rhénane, la merveilleuse campagne bâloise dont les cerisiers en pleine floraison étaient illuminée par le plus agréable des soleils printaniers.

Cette première journée réservée par tradition à la presse s'est ouverte le matin à 9 h. 30 dans le Salon jaune par un discours de M. le Directeur Brogle. Ce fut ensuite la visite de la Foire qui occupe des emplacements beaucoup plus vastes puisqu'elle s'étend sur 60.000 m² et groupe 1800 exposants, chiffres record. Presque tous les cantons suisses sont représentés, ainsi que la petite principauté du Liechtenstein, cette dernière par trois exposants. Le canton de Zurich, qui n'a pas voulu faire mentir sa réputation de métropole économique, vient en tête avec 413 exposants (75 de plus que l'année dernière). Bâle-Ville vient au second rang avec 318 exposants, suivi de Berne avec 236. Pour la première fois — le fait mérite d'être relevé — le quatrième rang est occupé par un canton romand, Neuchâtel, qui marque son essor industriel en envoyant à Bâle 94 exposants. Les autres cantons romands sont en bon rang aussi, puisque nous trouvons le canton de Vaud en cinquième position avec 85 exposants, suivi de Genève avec 80. Fribourg, enfin, aligne 30 exposants et le Valais 17. Le Tessin, malgré sa position géographique excentrique, a toujours manifesté un vif intérêt pour la Foire et est représenté cette année par 39 exposants. Dans l'ensemble, la Suisse romande compte au total 331 exposants; elle occupe donc sans conteste la place qui lui revient dans la grande manifestation économique nationale que constitue toujours la Foire de Bâle.

Les exposants étant en constante augmentation, des agrandissements de la Foire furent indispensables. Grâce à une heureuse acquisition faite, l'année dernière, d'un complexe de bâtiments bordant les halles existantes, il a été possible d'agrandir de 10.000 m² la superficie d'exposition qui atteint maintenant un total de 60.000 m². Et malgré cela, on a été obligé de refuser quelques centaines d'exposants. Ce qui prouve éloquemment tout le succès remporté par la Foire de cette année. Une première visite des stands, où l'on trouve réunis et présentés de la façon la plus propre à attirer l'attention des visiteurs, les multiples objets sortis de nos usines et de nos ateliers, ainsi que les meilleurs produits de notre sol, montre que la Foire qui vient de s'ouvrir ne le cède en rien à ses devancières. Les dix-huit groupes d'exposants ont tous rivalisé d'ardeur et d'imagination dans la richesse de l'offre que les visiteurs ont l'occasion d'admirer. Par rang d'importance: l'industrie métallurgique et des machines, l'électro-technique, l'horlogerie, les produits chimiques, les textiles, la chaussure, l'industrie du bâtiment et ses branches connexes. Il s'agit là des domaines de production qui ont le plus contribué à justifier le bon renom de la Suisse comme pays d'exportation par excellence.

Le pavillon de l'Horlogerie connaît comme d'habitude le plus grand et le plus mérité des succès, et ses riches collections constituent un élément d'attrait incontesté. Il est impossible au cours d'une rapide visite d'en extraire tous les détails.

Disons seulement que l'or continue à régner en maître dans l'habillement de la montre, et que les bracelets massifs paraissent avoir toujours la faveur de la clientèle. L'aménagement des divers stands est au niveau de la richesse des pièces présentées et l'ensemble du Pavillon fait grandement honneur à notre grande industrie nationale, première des industries d'exportation.

A 13 heures, les invités se trouvaient à nouveau réunis dans le grand salon rouge pour le banquet officiel de la presse, au cours duquel ils entendirent le salut du canton de Bâle, adressé par M. le conseiller d'Etat Ludwig, auquel répondit M. G. Bridel, président central de l'Association de la Presse suisse.

L'idée d'une foire internationale n'a pas été abandonnée. Ainsi que M. Brogle, directeur de la Foire, l'a relevé dans son allocution d'ouverture, des enquêtes approfondies, notamment auprès des légations et consulats suisses à l'étranger, ont été faites à ce sujet. D'autre part, le récent agrandissement de la superficie de la Foire par l'achat de 30.000 mètres carrés de nouveaux terrains permet de résoudre l'épineux problème de la place nécessaire. Lorsque, dans quelques années, on disposera entièrement des nouveaux terrains, il sera possible d'y ériger, à côté des nombreux bâtiments et halles, des maisons et pavillons réservés aux firmes étrangères pour leurs propres produits. Ainsi, quoique la guerre ne soit pas encore terminée, la Foire songe aux exigences que l'après-guerre posera à notre pays.

Au moment où la paix si ardemment souhaitée semble enfin devenir une réalité tangible et n'est plus un simple espoir, la 29^{me} Foire de Bâle concrétise véritablement le signe sous lequel elle est placée: la banderolle rouge et blanche dont l'harmonieuse spirale symbolise le labeur pacifique et constructif du peuple suisse, qui est conscient de pouvoir tenir avec honneur son rang dans l'économie de demain.

A. P.

Rectification

Une erreur de mise en page nous a fait oublier un alinéa dans l'article « Perspectives Horlogères » à la page 112 du n° 7 du 12 avril.

Cet alinéa commence à la 3^{me} ligne de la page 112 et dit ceci:

Ce caractère spécial des produits suisses me semble ne pas s'appliquer seulement à leur esthétique, mais aussi à leur valeur technique et sociale. Si l'industrie horlogère suisse au cours du XIX^e siècle a supplanté toutes les industries sœurs beaucoup plus anciennes qui existaient en France, en Angleterre et en Allemagne, c'est parce que dès son apparition, elle s'est appliquée à créer des montres à l'usage des hommes du peuple et non pas, comme les horloges de l'étranger, des montres et des horloges à l'usage exclusif des riches.

Les représentations économiques de la Suisse à l'étranger

Sous ce titre, M. Kurt Rohner a fait paraître chez l'éditeur A. Francke S.A., à Berne, une thèse présentée à l'université de Berne. Cette publication retiendra certainement l'attention de toutes les personnes qui sont appelées à s'intéresser au développement de notre commerce extérieur et aimeraient se documenter sur ce problème, qui est de grande importance et d'actualité pour notre prochain avenir économique, et le développement de nos relations commerciales que nous nous préparons à reprendre dès que les problèmes de transport et d'exportation normales seront résolus.

Après avoir donné un bref aperçu du développement historique de l'institution consulaire suisse, institution datant de bien avant la création de la Confédération de 1848, M. Rohner décrit l'évolution lente et parfois insatisfaisante du système des consuls honoraires, adopté par notre pays. La réalisation d'un vaste système de représentations économiques de la Suisse à l'étranger fut différée d'une part par les moyens financiers limités de la Confédération, d'autre part par le manque d'intérêt apporté à ce problème par le commerce et l'industrie suisses.

Les lacunes dans nos représentations commerciales à l'étranger se firent sentir d'une façon aiguë au cours de la première guerre mondiale. En 1923 toutefois, un nouveau règlement consulaire fut élaboré et mis en vigueur. Celui-ci est encore aujourd'hui à la base de toutes mesures que la Confédération édicte pour développer d'une façon appropriée notre représentation économique à l'étranger. Les critiques émises au sujet de l'activité insuffisante de nos consulats à l'étranger se firent entendre au cours de la dépression économique mondiale des années 1930 et suivantes. Entre autre l'Office suisse d'expansion commerciale fondé en 1927 s'occupa, dès sa création, de remédier aux imperfections inhérentes au système actuel de nos représentations commerciales à l'étranger. A la suite de ces constatations, elle présenta en 1937 un projet relatif à la création d'agences commerciales, qui fut accepté par la suite par les Chambres.

Le point de départ des suggestions présentées par l'O.S.E.C. était que nos représentants consulaires à l'étranger n'étaient plus, comme par le passé, à même de suivre les intérêts commerciaux de nos industries d'exportation ainsi que le prévoyait, en son temps, le règlement lors de la création de nos premiers « consulats » en 1800 — dont les représentants portaient le titre significatif de « Commissaires des relations commerciales de la République helvétique » — en mentionnant que la tâche des commissaires était de recevoir les réclamations des négociants helvétiques, de les protéger, de soutenir en général nos droits commerciaux, nos conventions, de venir à l'appui de nos traités de commerce et en général faire tout ce qui est décrété du ressort de leurs fonctions. Au cours des années, ces occupations durent céder le pas à des fonctions administratives et juridiques toujours croissantes. Ces charges, aussi nécessaires qu'elles soient, empêchent néanmoins

nos consulats de se vouer d'une façon continue et approfondie aux divers problèmes d'ordre économique et commercial d'importance primordiale au développement continu de notre activité commerciale.

M. Rohner relève fort judicieusement que notre règlement consulaire défend à nos représentants une activité commerciale au delà de certaines limites. En principe, les tâches économiques de nos consuls consistent à rédiger des rapports sur la situation commerciale et économique du pays dans lequel ils résident. En raison de cette limitation, M. Rohner se borne à étudier cette activité et propose des améliorations qui ne manqueront pas de retenir l'attention des intéressés. M. Rohner part de la constatation qu'il est absolument nécessaire à un consul de connaître d'une manière approfondie les problèmes et difficultés auxquels se heurte notre industrie d'exportation, pour être à même de rédiger des rapports économiques d'une réelle valeur pratique. Un consul honoraire, qui parfois n'est pas retourné au pays depuis de longues années et qui n'entretient pas de relations suivies avec les diverses branches de notre industrie, ne répond souvent pas à cette exigence. La Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique ne peut remédier à cet état de choses. Afin de combler cette lacune, il est nécessaire de prendre des mesures appropriées. M. Rohner en propose deux à l'étude.

La première est d'ordonner le séjour périodique en Suisse de nos représentants économiques à l'étranger. Lors de ces séjours, il sera indispensable, pour que la mesure proposée porte des fruits, que nos consuls prennent contact avec notre industrie d'une part, en visitant les entreprises, d'autre part en accordant des entrevues consulaires auxquelles seront conviés nos milieux commerciaux et industriels. Il va de soi que nos consuls se mettront également en rapport avec nos institutions économiques telles que les Chambres de commerce, l'Office suisse d'expansion commerciale, etc. Cette tâche ne peut pas être ordonnée à nos consuls honoraires. Il en découle que la Suisse doit, dans son propre intérêt, donner dans une plus large mesure la préférence à la nomination de Consuls de carrière.

L'autre suggestion est celle de documenter nos consuls sur tous les problèmes économiques qui touchent notre pays. Du point de vue pratique il serait indiqué que ces renseignements soient donnés par une centrale. L'O.A.E.C. pourrait très bien remplir ces fonctions, vu qu'elle est en relations continues avec tous nos exportateurs. D'autre part, les consulats suisses à l'étranger devraient recevoir des rapports spéciaux traitant de préférence les problèmes économiques et commerciaux qui se posent entre la Suisse et le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Les exportateurs suisses ne pourront que souscrire à ces deux propositions émises par M. Rohner et souhaiter qu'elles soient mises en pratique et réalisées dans un avenir prochain.

(Suite page 129)

Le régime des allocations pour perte de salaire

De nouvelles modifications

De nouvelles modifications viennent d'être introduites dans le régime des allocations pour perte de salaire et cela par un arrêté du Conseil fédéral du 26 mars 1945 et par une ordonnance n° 53 du Département fédéral de l'économie publique du 24 mars 1945. Voici les principales de ces modifications :

Contributions

L'article 6 de l'arrêté du Conseil fédéral du 20 septembre 1939 reçoit la teneur suivante :

Art. 6. ¹ Les contributions de deux pour cent dues par l'employeur, d'une part, et le travailleur, d'autre part, sont prélevées tant sur les traitements et salaires correspondant aux prestations effectives prévues par le contrat de travail, que sur les sommes payées librement ou en vertu d'une obligation ne comportant pas de contre-prestation du travailleur. Lesdites contributions incombent également au personnel féminin et aux étrangers.

² Ne sont pas soumises à contribution les allocations pour perte de salaire prévues par le présent arrêté, ainsi que les prestations servies par l'employeur au travailleur au service militaire en sus de l'allocation pour perte de salaire. Le Département de l'économie publique peut prévoir d'autres exceptions.

Les Instructions obligatoires du 27 janvier 1940 sont modifiées et complétées comme suit :

Art. 1. ¹ L'employeur qui a son entreprise ou une succursale de son entreprise en Suisse, de même que les personnes qui n'ont pas d'entreprise, mais qui habitent en Suisse et occupent des employés, sont assujettis au régime des allocations pour perte de salaire. Tous les employés liés par un engagement envers un employeur assujetti le sont également s'ils travaillent en Suisse ou si, tout en travaillant à l'étranger, ils ont leur domicile en Suisse.

² Sont exceptées de l'assujettissement prévu au 1^{er} alinéa, les personnes désignées par l'ordonnance n° 42 du Département de l'économie publique concernant le régime des allocations pour perte de salaire, du 7 mars 1944.

³ Ne sont pas assujettis au régime des allocations pour perte de salaire les équipages des navires suisses affectés à la navigation maritime; il en est de même des équipages des bateaux suisses affectés à la navigation fluviale s'ils ne sont pas occupés sur des bateaux naviguant essentiellement dans les eaux bâloises et en amont de Bâle ou sur des bateaux qui ne sont pas en service.

Art. 8 bis. ¹ Pour les travailleurs qui exercent parallèlement des activités dépendante et indépendante, le gain accessoire provenant d'une activité indépendante assujettie au régime des allocations pour perte de gain

doit être additionné, selon l'alinéa 2, au salaire de base servant à calculer l'allocation pour perte de salaire.

² Le gain accessoire provenant d'une activité indépendante est évalué par jour :

- a) pour les personnes exerçant une activité indépendante accessoire dans l'agriculture, à 2 francs;
- b) pour les personnes exerçant une activité indépendante accessoire dans l'industrie, l'artisanat ou le commerce et qui paient une contribution personnelle de 1 fr. 50 par mois ou qui exercent une activité artisanale ou commerciale sans exploitation, à 2 francs; pour toutes les autres, à 4 francs.

³ Les montants prévus à l'alinéa 2 ne doivent être ajoutés qu'une fois au salaire de base, même en cas d'exercice de plusieurs activités professionnelles indépendantes. Le montant le plus élevé est déterminant.

⁴ L'augmentation de l'allocation pour perte de salaire à raison d'un gain accessoire résultant de l'exercice d'une profession indépendante sera en tout cas de 1 franc. Les taux maximums de l'allocation pour personne seule prévus par l'article 3, 2^{me} alinéa, lit. b, et ceux de l'allocation totale pour perte de salaire prévus par l'article 3, 5^{me} alinéa de l'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1939 sont réservés.

Art. 9. ¹ Le salaire de base comprend aussi le salaire en nature.

² Sauf dispositions contraires des présentes instructions, l'entretien et le logement se calculent de la manière suivante :

- a) Dans l'agriculture:
 - pour les travailleurs du sexe féminin: 2 fr. 50 par jour;
 - pour les travailleurs du sexe masculin: 3 francs par jour;
 - pour le personnel des alpages: 1 fr. 50 par jour.
- b) Dans l'industrie, l'artisanat et le commerce:
 - pour les travailleurs du sexe féminin: 3 fr. 50 par jour;
 - pour les travailleurs du sexe masculin: 4 francs par jour.

³ Si le travailleur ne reçoit que le logement ou uniquement certains repas, le logement, le déjeuner et le souper seront comptés à raison d'un cinquième chacun, et le dîner à raison de deux cinquièmes des montants prévus par l'alinéa 2.

⁴ S'il s'agit de prestations d'un autre genre ou de prestations en nature dont bénéficient des proches du travailleur, la valeur doit en être estimée par l'employeur, sous réserve de l'approbation de la caisse de compensation. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail peut édicter à ce sujet des instructions obligatoires.

⁵ Les vêtements de travail fournis par l'employeur ne sont pas considérés comme salaire en nature.

Art. 9 bis. ¹ Lorsqu'un travailleur reçoit en plus du salaire en espèces un salaire en nature, l'allocation pour perte de salaire ne doit pas dépasser 100 % du salaire en espèces.

² Si, en raison du service accompli par le militaire, ses proches perdent un salaire en nature qui leur est destiné, l'allocation pour perte de salaire ne doit pas dépasser 90 % de la valeur totale du salaire en espèces et en nature.

Art. 14, 3^{me} al. Les prestations des employeurs qui n'ont pas principalement le caractère d'une rétribution du travail fourni, en particulier celles qui visent à la prospérité du personnel et au maintien de la bonne entente entre employeurs et travailleurs, peuvent ne pas être comptées dans le salaire de base. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail est autorisé à établir la liste de ces prestations.

Rapport entre les allocations pour perte de salaire et les allocations pour perte de gain

Les Instructions obligatoires du 27 janvier 1940 sont modifiées et complétées comme suit :

Art. 3, 1^{er} al. Nul ne peut toucher en même temps l'allocation pour perte de salaire et l'allocation pour perte de gain. Le droit à l'allocation se détermine d'après la profession principale. Est réputée profession principale l'activité qui, au cours des douze derniers mois précédant l'entrée en service, les périodes de service non comprises, a été exercée pendant la majeure partie du temps ou, dans le doute, celle qui a procuré la majeure partie du revenu. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail peut édicter des prescriptions spéciales, pour certaines professions, sur la délimitation entre profession principale et accessoire.

Interdiction de la cession et du nantissement du droit à l'allocation pour perte de salaire

L'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1939 est complété par la disposition suivante :

Art. 3, 7^{me} al. Le droit du militaire et de ses proches à l'allocation pour perte de salaire ne peut être ni cédé, ni donné en gage.

Recouvrement des contributions

L'article 9 de l'ordonnance d'exécution du 4 janvier 1940 reçoit la teneur suivante :

Art. 9. Les caisses de compensation recouvreront sans délai par la voie de la poursuite les contributions qui n'auront pas été versées après sommation, en tant qu'elles ne peuvent être compensées avec des allocations auxquelles peut prétendre le membre de la caisse. La poursuite aura toujours lieu par voie de saisie ou de réalisation de gage, même contre un débiteur sujet à la poursuite par voie de faillite. En cas de faillite du

débiteur, la caisse de compensation possède une créance privilégiée, au sens de l'article 219, 4^{me} alinéa (première classe) de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, pour toutes les contributions dues par l'employeur, tant pour lui-même que pour son personnel, pour les cinq années précédant l'ouverture de la faillite.

Contrôle des caisses, responsabilité des fondateurs des caisses, des agents d'exécution et de surveillance

L'ordonnance d'exécution du 4 janvier 1940 est modifiée ou complétée comme suit :

Art. 14. ¹ Le fondateur d'une caisse de compensation (art. 8, 2^{me} al., de l'arrêté du 20 décembre 1939) doit faire contrôler périodiquement la gestion et la comptabilité de la caisse, y compris celles de ses agences éventuelles.

² Le fondateur d'une caisse de compensation doit veiller à ce qu'un contrôle portant sur l'application des prescriptions légales soit fait auprès des membres de la caisse. Les employeurs et les travailleurs donneront aux contrôleurs des renseignements conformes à la vérité et leur permettront d'examiner leurs livres et pièces justificatives.

³ La revision de la caisse et le contrôle auprès des membres doivent être effectués par un office de contrôle ou des personnes qui ne participent pas à la gestion de la caisse. Les cantons peuvent toutefois charger une section de la caisse de compensation cantonale de procéder à la revision des agences et au contrôle des membres.

⁴ Si le fondateur d'une caisse de compensation ne remplit pas les obligations lui incombant en vertu des alinéas 1 à 3, les revisions de caisse et contrôles auprès des membres pourront être ordonnés par les organes compétents de la Confédération et effectués aux frais du fondateur.

⁵ Sont réservés les revisions et contrôles spéciaux ordonnés par le Département de l'économie publique.

⁶ Le Département de l'économie publique édictera, d'entente avec le Département des finances et des douanes, des prescriptions détaillées sur la gestion et la comptabilité des caisses de compensation, ainsi que sur la revision des caisses et les contrôles auprès des membres.

Art. 15. Les fondateurs des caisses de compensation répondent envers la Confédération d'une exécution judicieuse et consciencieuse de leurs obligations. Ils répondent :

- a) Des dommages découlant d'infractions commises par les organes de la caisse ou ses employés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- b) Des pertes que causent les organes de la caisse ou ses employés en n'observant pas, intentionnellement ou par négligence grave, les prescriptions relatives au régime des allocations pour perte de salaire.

Art. 15 bis. ¹ Les contestations découlant de l'application de l'article 15, lettre a, sont jugées par le Tribunal

fédéral en instance unique, conformément à l'article 110 de la loi d'organisation judiciaire du 16 décembre 1943. L'action est intentée par l'administration fédérale des finances.

² Dans les cas prévus à l'article 15, lettre b, l'administration des fonds centraux de compensation prend, à l'égard de la caisse de compensation, dans les six mois à compter du jour où elle a eu connaissance du préjudice, une décision de mise à charge, notifiée par avis de débit; en même temps elle rend le fondateur responsable du paiement.

³ Peuvent être mises par la même procédure à la charge du fondateur de la caisse les dépenses occasionnées par la revision de la caisse et les contrôles auprès des membres qui, conformément à l'article 14, 4^{me} alinéa, ont été ordonnés aux frais du fondateur.

⁴ Le fondateur qui n'accepte pas la décision de mise à charge peut recourir auprès de l'autorité désignée au 5^{me} alinéa dans les 30 jours à compter de la notification de la décision.

⁵ Une juridiction spéciale est créée pour statuer sur les recours interjetés contre les décisions de mise à charge. Elle se compose des présidents des deux commissions fédérales de surveillance en matière d'allocations pour perte de salaire et de gain, de trois présidents de commissions d'arbitrage et de trois membres suppléants. Cette autorité statue définitivement.

⁶ Le Département de l'économie publique édictera les prescriptions de détail au sujet de la procédure de mise à charge et de celle à suivre par devant la juridiction de recours.

Art. 16. ¹ Les agents d'exécution et les agents de surveillance, ainsi que les membres des commissions d'arbitrage et de la commission fédérale de surveillance, ont l'obligation de garder le secret sur leurs constatations et observations.

² Si aucun intérêt privé digne d'être protégé ne s'y oppose, le Département de l'économie publique peut autoriser des exceptions à l'obligation de garder le secret.

Art. 20 bis. Celui qui, en sa qualité de reviseur ou d'aide reviseur et à l'occasion d'une revision, d'un contrôle ou de l'établissement du rapport y relatif, manque intentionnellement et de manière grave à ses devoirs ou ne remet pas à l'autorité compétente le rapport prescrit,

celui qui viole l'obligation de garder le secret ou abuse de sa fonction au préjudice d'un membre de la caisse,

sera puni d'une amende de dix mille francs au plus à moins que l'infraction ne soit réprimée par le code pénal.

Art. 20 ter. Les fonctionnaires et employés des caisses de compensation sont, pour les actes commis dans l'exercice de leurs fonctions, considérés comme « fonctionnaires » au sens de l'article 110, chiffre 4, du code pénal.

Sanctions pénales en cas d'indications fausses ou incomplètes

L'ordonnance d'exécution du 4 janvier 1940 est modifiée comme suit :

Art. 18. ¹ Celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, aura obtenu, pour lui-même ou pour autrui, une allocation qui ne lui revient pas,

celui qui, par des indications fausses ou incomplètes ou de quelque autre manière, aura éludé en tout ou en partie l'obligation de contribuer,

celui qui, en sa qualité d'employeur, aura déduit du salaire de son employé les contributions qui sont à la charge de ce dernier, mais ne les aura pas versées à la caisse,

sera puni de l'emprisonnement pour six mois au plus ou d'une amende de dix mille francs au plus. Les deux peines peuvent être cumulées.

² La peine sera l'amende jusqu'à cinq cents francs si l'auteur de l'infraction a agi par négligence.

Art. 19. ¹ Celui qui, au mépris de son obligation, aura donné des renseignements faux ou refusé d'en donner,

celui qui s'oppose à un contrôle ordonné par l'autorité compétente ou l'empêche de quelque autre manière,

celui qui ne remplit pas de façon véridique les formules prescrites,

sera puni d'une amende de cinq cents francs au plus, à moins que l'infraction ne soit réprimée par l'article 18.

² La peine sera l'amende jusqu'à cent francs si l'auteur de l'infraction a agi par négligence.

³ En cas de récidive, le maximum de l'amende est doublé.

Des dispositions analogues ont été prises en ce qui concerne le régime des allocations pour perte de gain.

(Journal des Associations patronales.)

La vie financière en France depuis juin 1940

Au milieu des multiples nouvelles économiques et financières qui sont publiées tous les jours, il n'est pas inutile de dégager les grandes lignes de l'évolution intervenue dans les finances françaises depuis juin 1940.

On lira donc avec intérêt l'étude que publie à ce sujet la « Revue Economique Franco-Suisse » dans son numéro de décembre 1944, d'autant plus qu'elle touche le délicat problème de la valeur actuelle du franc (français).

Les représentations économiques de la Suisse à l'étranger

(SUITE DE LA PAGE 125)

Une autre activité de nos consulats consiste à répondre à des demandes de renseignements économiques et commerciaux. Un renseignement économique demandé à un de nos consulats à l'étranger a généralement la tendance à développer notre commerce extérieur. Il est toutefois nécessaire que tous ces renseignements fournis par nos consulats à l'étranger puissent être centralisés en Suisse. Un tel procédé évitera des demandes superflues. De ce fait, nos consuls pourront vouer leur temps à des travaux plus intéressants et les intéressés en Suisse recevront d'autant plus vite les renseignements qu'ils désirent obtenir de nos représentants consulaires à l'étranger.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, les consuls ont la possibilité, lors de leurs séjours en Suisse, d'accorder des entrevues consulaires aux industriels et commerçants suisses au cours desquelles ils ont tout loisir de communiquer des renseignements économiques et commerciaux aux milieux intéressés.

Depuis 1933, notre pays a, afin de renforcer l'activité de nos consulats, décrété par arrêté fédéral, la

possibilité de créer des agences consulaires. Ces agences consulaires ont pour tâche d'aider nos consulats et légations à remplir d'une façon satisfaisante leurs mandats.

Les intérêts économiques de la Suisse sont également représentés à l'étranger par nos attachés commerciaux auprès des légations de Suisse. Toutefois l'activité principale d'un attaché commercial consiste en premier lieu à s'occuper des problèmes relatifs à la politique commerciale. Afin de s'assurer une collaboration de longue haleine, il est absolument nécessaire qu'ils soient dédommagés d'une façon intéressante pour leur activité. A ce sujet, M. Rohner signale la réglementation française qui fait supporter une partie des salaires attribués à ses attachés commerciaux par l'industrie d'exportation.

En fin de la première partie de son travail intéressant, M. Rohner s'étend sur les divers critères qui doivent régir le choix de consuls honoraires et de consuls, ainsi que de tous représentants des intérêts économiques de la Suisse à l'étranger.

(A suivre.)

A. G.

Turquie

RÉINTRODUCTION DE LA PRIME DE CHANGE SUR LE FRANC SUISSE

A la suite d'un nouveau rapport parvenu d'Ankara, la Division du commerce fait connaître aux intéressés que la réintroduction de la prime de change sur les paiements en francs suisses n'affecte en rien l'exécution des opérations de compensation privée.

En revanche, la prime instituée pour le franc suisse est applicable également aux frais de transport, d'assurances, d'entreposage et de surveillance afférents aux échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi qu'aux frais et commissions dus soit par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suisse, soit par les exportateurs suisses à leurs représentants en Turquie, qui sont payables en devises libres aux termes de l'article 9 de l'Accord du 4 août 1943 concernant les échanges commerciaux et le règlement des paiements entre la Suisse et la Turquie.

Transports maritimes suisses

Communication n° 110 de l'Office de guerre pour les transports, du 16 avril 1945

Exportation

Amérique du Sud:

« Kassos » XXIV, départ de Lisbonne le 20 mars 1945 pour Rio de Janeiro (arrivée le 6 avril 1945), Santos (arrivée le 8 avril 1945) et Buenos-Ayres.

« St-Cergue » XVI, départ de Lisbonne au début de mai pour Rio de Janeiro, Santos et Buenos-Ayres.

Avis aux exportateurs

PARAGUAY

Un correspondant du Paraguay nous informe que toute personne qui désire vendre des produits de marque au Paraguay, a tout intérêt à faire enregistrer la marque auprès de l'Office paraguayen « Oficina de marcas de fabrica y de comercio ». Afin de pouvoir procéder à l'enregistrement, notre correspondant propose aux fabricants suisses de donner à leurs représentants ou à un avocat du Paraguay une procuration rédigée en langue espagnole et légalisée par un consulat du Paraguay. Les consulats du Paraguay sont autorisés à délivrer des procurations « poderes ». Toutefois, il est préférable de s'entendre sur le texte de la procuration avec le représentant ou l'avocat du Paraguay.

Légations et consulats

Suivant une communication de la légation du Japon, le consulat général de ce pays a été rouvert. M. Toshio Yoshioka, gérant de ce consulat général, avec juridiction sur les cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, a été reconnu en cette qualité.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Eduardo Propper de Callejón, nommé consul général de carrière d'Espagne à Zurich, avec juridiction sur les cantons de Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald (le haut et le bas), Glaris, Zoug, Soleure, Schaffhouse, Appenzell (Rh. ext. et Rh. int.), St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie et Tessin, en remplacement de M. Riccardo Gomez Navarro, appelé à d'autres fonctions.

Avis de L'Information Horlogère Suisse

LA CHAUX-DE-FONDS
Rue Léopold-Robert 42

Cotisation pour 1945

Le montant de Fr. 70.— peut encore être versé, sans frais, à notre compte de chèques postaux IV b 350 jusqu'au 25 avril. Passé cette date, il sera pris en remboursement, frais en sus.

Appel aux créanciers

Les créanciers de:

Graf, Max, Lenzbourg (en faillite)

sont priés de nous envoyer le relevé de leur compte en triple pour que nous puissions sauvegarder leurs intérêts.

Précaution

On est prié de se renseigner avant de traiter avec:
Nouvelle Horlogerie, Bahnhofstrasse 83, Zurich 1

Correspondance commerciale avec la France

Ce service fonctionne toujours, via Col-des-Roches, sous les auspices du Service de sécurité militaire, en liaison avec le Comontre à Besançon.

Envoyer chaque lettre en double avec l'adresse très exacte, sans affranchir.

Marques de fabrique et marques internationales

Nous avons créé un répertoire des marques horlogères et des marques internationales.

Nos sociétaires peuvent se renseigner chez nous, en formulant désormais leurs demandes sur papier libre, le tarif demeurant inchangé.

D'autre part, nous nous chargeons également de déposer des marques de fabrique, en faisant les recherches préalables et toutes les démarches nécessaires.

Registre du commerce

9/3/45. — Perrin et Cie, Fabrique Le Roseau, à La Chaux-de-Fonds, société en nom collectif, fabrique de ressorts. Edouard Perrin, ensuite de décès, ne fait plus partie de la société; son fils Roger Perrin, de Les Ponts-de-Martel et Noiraigue, à La Chaux-de-Fonds, est entré en qualité de nouvel associé. La société est dorénavant engagée par la signature individuelle des deux associés Roger Perrin, susdésigné, et Marcel Perrin (déjà inscrit).

10/3/45. — Vogt & Cie S.A. Fabrique de montres Fortis à Grenchen. Dans son assemblée générale du 8 mars 1945 la société a décidé d'augmenter son capital

social de 100.000 francs. Il est ainsi porté à 300.000 francs par l'émission de 100 actions nominatives entièrement libérées de 1000 francs. En même temps, la raison sociale devient « Montres Fortis S.A. ». La procuration collective conférée à Clara Kocher est éteinte.

29/3/45. — Marcel Dubois, à La Chaux-de-Fonds, fabrique de boîtes métal. Cette raison est radiée; l'actif et le passif sont repris, dès le 1^{er} janvier 1944, par la nouvelle société anonyme « Marcel Dubois S.A. », inscrite ce jour, à La Chaux-de-Fonds.

29/3/45. — Marcel Dubois S.A., à La Chaux-de-Fonds. Suivant acte authentique et statuts du 26 mars 1945, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour objet la fabrication de boîtes métal, d'articles de bijouterie, de cordonnets, de fermoirs et de tous autres articles analogues. Le capital social de 50.000 francs est composé de 100 actions nominatives de 500 francs chacune, entièrement libérées. La société acquiert l'actif de la raison « Marcel Dubois » radiée ce jour, à La Chaux-de-Fonds, selon bilan arrêté au 31 décembre 1943 et annexé aux statuts. L'actif se composant d'espèces, de créances, d'avoir en banque, d'outillage, de marchandises et de mobilier s'élève à 45.558 fr. 81. Il n'existe pas de passif. Cet apport est accepté pour le prix de 45.558 fr. 81 payé à Marcel Dubois qui reçoit 40 actions de 500 francs et une reconnaissance de dette pour le solde de 25.558 fr. 81. La société est subrogée dans tous les droits et obligations de l'entreprise « Marcel Dubois » dont elle a les profits et les charges avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1944. Les communications aux actionnaires sont faites par lettre recommandée et les publications insérées dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 5 membres. Est nommé seul administrateur Marcel Dubois, de La Chaux-de-Fonds, y domicilié, qui engage la société par sa signature individuelle. Bureaux: Rue de la Montagne 42.

Machines universelles Billeter

NEUCHÂTEL

Ces machines automatiques spéciales, de haute précision, sont destinées à graver des lettres, des chiffres et des signes, à fraiser des cavités de toute forme, en grandes séries, sur des pièces de n'importe quel métal; elles sont absolument interchangeables et ne fonctionnent qu'au moyen de jeux de cames fabriqués par des spécialistes. Le nombre des profondeurs et la variété des travaux sont illimités. A côté du gravage de ponts et pièces d'horlogerie ou du contournage et anglage de parties de montres, elles trouvent de très nombreuses applications dans les domaines les plus divers, tout spécialement dans les industries suivantes: l'aéronautique, l'appareillage, l'armement, l'automobile, les chemins de fer, le cycle, les instruments de mesure, les machines, la mécanique de précision, la médaille, les moteurs.

Chronographes or

Qui fabrique chronographes or 18 carats, 13 ³/₄" et 14" Hahn et Valjoux, 17 rubis, boîtes légères renforcées, cercles et cuvettes métal? Faire offres avec prix (offres sans prix inutiles) pour livraisons régulières sous chiffre OFA 3322 D, à Orell Füssli-Annonces Zurich.

Fabrique de décolletages

entreprendrait décolletages de grands diamètres de 20 à 32 mm. Faire offres sous chiffre P 20387 H, à Publicitas Saint-Imier.

Chef de contentieux

Collaborateur de la direction est demandé. Age: 30 à 35 ans. Langues: Doit savoir le français et l'allemand à fond. Connaissances exigées: Formation juridique, connaissance approfondie de la L.P., expérience du contentieux. Offres manuscrites, avec photo, curriculum vitae, copies de certificats et indication des prétentions sous chiffre P 10178 N, à Publicitas Neuchâtel.

Montres automatiques

Fabrique d'horlogerie, spécialisée dans la fabrication de montres automatiques soignées et bon courant (water-protected - Incabloc - seconde au centre - Ebauche A. S.) entreprendrait séries régulières dans ces articles. Demandes sous chiffre J 8540, à Publicitas Soleure.

Graveur

32 ans, ayant fait apprentissage de trois ans dans l'industrie horlogère, plusieurs années de pratique sur machines à graver, poinçons, acier et construction de formes, cliché et mécanique, sachant travailler seul, cherche place. Offres sous chiffre Mc 8556 Z, à Publicitas Zurich.

Fabrique d'horlogerie

conventionnelle

cherche à entrer en relations avec bonne maison pour commandes régulières en grandes pièces, ancre, breguet ou plat 10" à 19", mouvements ou montres en tous genres. Offres sous chiffre P 5000 N, à Publicitas Neuchâtel.

Représentant-voyageur

Jeune horloger complet, actif, débrouillard et en parfaite santé, mais empêché de poursuivre sa profession à la suite d'un accident au bras subi au service militaire, cherche représentation de fabrique d'horlogerie ou de parties détachées. Offres sous chiffre P 10199 N, à Publicitas La Chaux-de-Fonds.

Terminages

Fabrique d'horlogerie disposant de 60 ouvriers, organisée pour des terminages ancre soignés et bon courant, réglages plats et breguets, cherche commandes suivies. Références de premier ordre à disposition. Faire offres sous chiffre U 21410 U, à Publicitas Bienne.

Horloger-rhabilleur

expérimenté, avec connaissances de la pièce compliquée, est demandé. Entrée de suite.

ED. HEUER & CO., BIENNE



TISSOT

LA CHAUX-DE-FONDS
Nord 187 - Téléph. 2.24.78

RADIUM

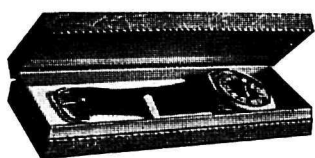
Posage et qualité soignés

PROTEXO

LE BEAU ET BON BRACELET SYNTHÉTIQUE
ÉTANCHE, LAVABLE, SOUPLE, SOLIDE, ETC., ETC.

USINE A GENÈVE

REYMOND TECHNIQUE HORLOGÈRE



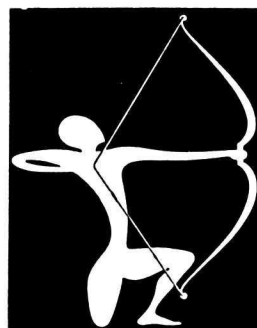
*Etuis soignés pour
montres soignées*

Demandez notre riche
collection d'étuis
classiques et fantaisie

J. Langenbach s. a.

Spécialistes du cartonnage chic

Lenzburg
(Argovie)



FAGERSTA

Acier suédois

COURVOISIER & Co
BIENNE

RESSORTS AVEC BRIDES GLISSANTES
pour montres automatiques.
Breveté.

RESSORTS DE QUALITÉ

PERRIN & Co „LE ROSEAU“

LA CHAUX-DE-FONDS

Rue du Commerce 17 a - Téléphone 2.26.28

PIERRES D'HORLOGERIE

Spécialisé dans la pierre à chasser dès ses débuts, je
livre toutes mes pierres avec un diamètre impeccable.
Pierres de balancier bombé avec olivage très soigné.
Je livre par retour tous les calibres de Fontainemelon
en qualité A.B.C.

JULES ROBELLAZ

LAUSANNE Rue Charles-Monnard 6 Téléphone 2.76.97



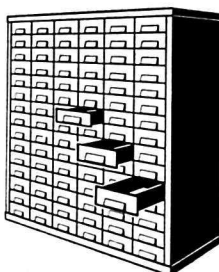
MEUBLES A TIROIRS

pour petites parties d'outillage

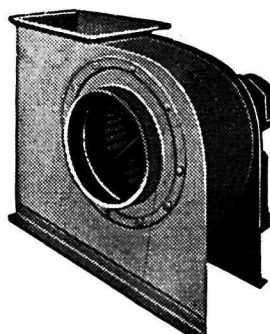
Fichiers pour plans



Directement
de la
fabrique



Ernest Scheer s. a., Herisau
Constructions métalliques - Tél. 5.19.92
Fondée en 1855



Ventilateurs

A. RUEFLI

BIENNE

Route de Boujean 52 a
Téléphone 2.23.74

Installation de
dépoussiérage pour
tours à polir, lapidaires
Filtres à air

CHAUFFAGES A AIR



P
PAULI FRÈRES
 BOITES ÉTANCHES
 VILLERET TÉLÉPHONE 4.13.46

FABRIQUE DE BOITES EN TOUS GENRES

Meules-diamant métalliques



Fabrication suisse, longue durée de la planéité et de tous profils. Rendement maximum

sont livrées pour les broches à hautes vitesses de nos rectifieuses et toutes affûteuses.



CAROUGE-GENÈVE
 Téléphone 4.21.36

Lapidages rapides, ultra-polissages

FOIRE BALE - HALLE XI - STAND 3782

Améliorez vos contrôles

en adoptant



Système breveté

*Références de premier ordre
 dans la branche horlogère.*

Documentation par spécialiste

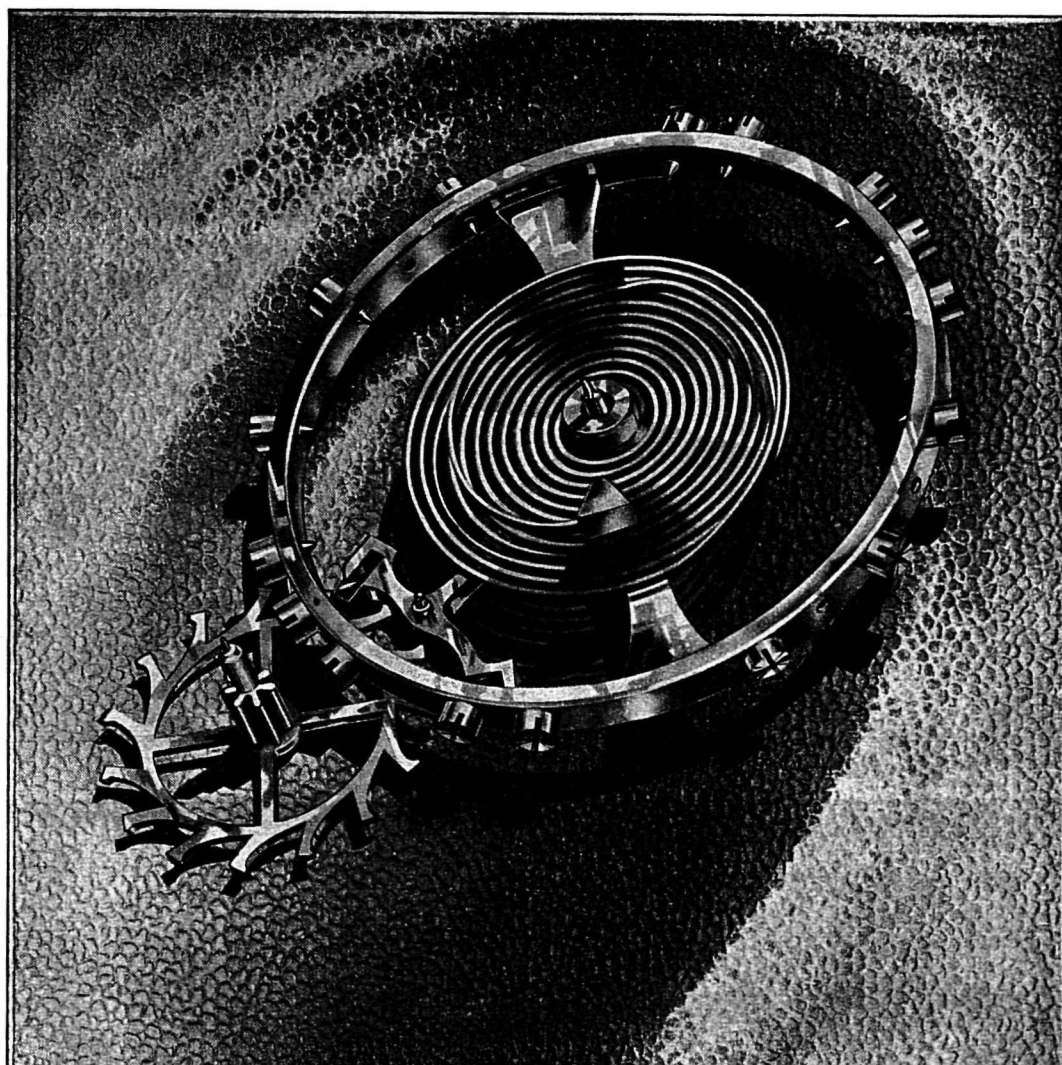
Stand 53 - Halle I - Foire de Bâle

ROD. FÜRRER FILS S.A. ZÜRICH

Installation et organisation de bureaux

Représ. organisateur: **A. ZÄHLER-BARRAS - GENÈVE**





LES FABRIQUES D'ASSORTIMENTS RÉUNIES
LE LOCLE
LA SOCIÉTÉ DES FABRIQUES DE SPIRAUX RÉUNIES
LA CHAUX-DE-FONDS
LES FABRIQUES DE BALANCIERS RÉUNIES
BIENNE

MAESTRO